La question des déchets

ou

le système capitaliste productiviste

qui ronge la planète

et l'Iparralde plus particulièrement

--- Résumé de la position de Bizi ! sur les déchets ---

actualisation février 2016

http://www.bizimugi.eu/groupes-thematiques/groupe-kontsumo-zerozabor

L'augmentation de le concentration des gaz à effet de serre est étroitement liée à la croissance du PIB donc à l'augmentation de la croissance économique des états (source OCDE et Banque Mondiale). Nos modes de vie sont ainsi générateurs d'une quantité impressionnante de déchets.

Etat des lieux au Pays Basque Nord

Chaque année chaque habitant génère en moyenne 375 kg de déchets dont 297 kg d'ordures ménagères résiduelles (OMR) non valorisables et 78 kg de verres, journaux, papiers, magazines, emballages. A cela s'ajoute les 212 kg de déchets déposés dans les déchetteries.

Depuis 1975, les communes ont l'obligation de collecter et de traiter les déchets ménagers. Elles se sont regroupées en EPCI. Depuis le 1er juillet 2002, l'enfouissement des déchets est réservé aux déchets ultimes. Le syndicat Bil Ta Garbi (BTG) est créé en 2002 pour le traitement des déchets des collectivités du Pays Basque nord (hors syndicat Bizi Garbia) et trois cantons béarnais. Les EPCI gardent la compétence de la collecte des déchets et transfèrent le traitement à BTG.

Suite à la fermeture de l'usine d'incinération de Bacheforès en 2005, BTG a fait le choix de l'enfouissement. Jusqu'en 2014, 60% des OMR ont été enfouies sur un site de stockage des déchets en Gironde et 40% sur le site de St Pée-sur-Nivelle géré par le syndicat Bizi Garbia. En 2014, BTG fait le choix du Tri Mécano-Biologique (TMB) avec 2 pôles : Canopia à Bayonne et Mendixka à Charitte-de-Bas.

Le pôle de Bayonne (Centre de Batz) traite 70% des déchets ménagers du Pays Basque Nord par TMB ainsi que le tri et le transfert des produits recyclables et des encombrants. Ce procédé permet la production de gaz et de compost pollué. En effet, même s'il respecte certaines normes, son utilisation diffuse sans l'environnement les polluants chimiques se trouvant dans les OMR. De nombreuses chambres d'agricultures rejettent d'ailleurs l'utilisation de ce type de compost. L'amiante n'a t-elle pas respecté les normes pendant de nombreuses décennies ?

Même si les nuisances olfactives que l'on pouvaient craindre dans une zone densément peuplée ne semblent pas présentes aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que la société Urbaser, avec ses nombreuses casseroles (plusieurs affaires juridiques, plusieurs accidents et clients insatisfaits), inquiète quant à sa capacité de bonne gestion.

Le bilan économique, social et environnemental est à moyen terme imprévisible, pour un coût financier colossal de l'ordre de 100 millions d'euros. Plutôt qu'une solution qui aurait développé l'emploi local dans la durée et qui aurait été respectueuse de l'environnement, une poignée d'élus locaux ont eu les mains libres pour nous embarquer dans un projet pharaonique alors que des solutions vertueuses toutes simples existent, et à deux pas du Pays Basque nord.

Passer d'un modèle linéaire à un modèle circulaire ou en circuit fermé :

- ne produire que des biens réutilisables ou recyclables
- trier tous ses déchets
- assurer leur réutilisation, le recyclage, le compostage
- diminuer la production globale des biens matériels
- combattre le suremballage et l'obsolescence programmée

Zero Zabor, le modèle à suivre du Pays Basque nord : plusieurs communes du Pays Basque Sud ont fait le choix de :

- la valorisation biologique avec collecte séparée des biodéchets
- le compostage des déchets ménagers
- une démarche pédagogique de sensibilisation des citoyens.
- un ramassage ciblé par jour de collecte.
- des éboueurs ayant un rôle de conseiller.

➔ Résultats : + de 80% de recyclage/réutilisation des déchets ménagers pour un coût à peine plus élevé.

Bizi ! souhaite mettre tout cela en pratique en Pays basque Nord, en invitant les acteurs institutionnels à se saisir de la démarche, avec l'appui possible, d'acteurs associatifs locaux.

Pistes d'actions évoquées :

Pour la collecte :

- sensibilisation des citoyens et des élus en charge par la diffusion d'un kit
- participation et conseils des acteurs de Zero Zabor du Pays Basque sud
- présentation multimédia des communes Zero Zabor du Pays Basque sud
- mise en place d'une commune pilote au Pays Basque nord.
- valoriser les comportements éco-citoyens en faisant baisser la taxe sur les ordures ménagères pour les citoyens les plus responsables.

Pour le traitement : (avec BTG)

- renforcer les campagnes de sensibilisation sur le compostage (composteurs collectifs)
- suivre et assurer la qualité des déchets organiques notamment lors de leur tri.
- assurer le suivi de l'évolution du taux de recyclage : quantité, nature, taux de recyclage, les projections dans l'avenir…

La croissance à tout prix, la surconsommation et le suremballage sont à l'origine de la raréfaction de toutes les matières premières, de la pollution généralisée et du basculement climatique en cours. Bizi ! regrette le choix du procédé de TMB fait par Bil Ta Garbi et incite les décideurs politiques locaux à s'inspirer du modèle Zero Zabor appliqué au Pays Basque Sud.

La valorisation réelle des déchets en circuit fermé (modèle circulaire) est le modèle qui permet de minimiser les pertes de matières premières, d'énergie et la pollution engendrée. La valorisation réelle place la sobriété AVANT la consommation, le réutilisation (réparation des objets) AVANT le ré-emploi, le ré-emploi (nouvelle fonction donnée à l'objet) AVANT le recyclage matière. Vient ensuite l'objectif de la récupération énergétique puis en ultime recours l'enfouissement.

A défaut de bien prioriser les actions, la valorisation est loin d'être optimale et le modèle circulaire corrompu. Quant au compost, le seul à prendre en compte dans le cadre d'une réelle valorisation est celui issu de tri à domicile des bio-déchets. A défaut, il est préférable de le considérer comme un déchet ultime.

La remise en question des déchets

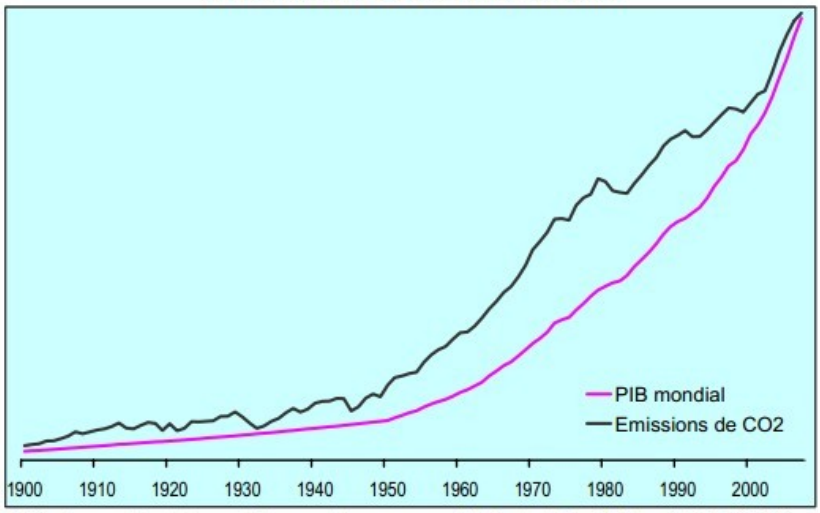
Ou la quadrature du cercle
du système capitaliste productiviste qui ronge la planète

Introduction

La politique de gestion des déchets, n'ayant pas un caractère très communiquant, est peu investie par les décideurs, et peu suivie par le grand public.
Elle est toutefois étroitement liée aux modes de vie de nos sociétés rongées par la surconsommation et est une composante du productivisme de nos organisations économiques qui sont la cause principale du réchauffement climatique.

En effet, la société de consommation est basée sur une croissance exponentielle du Produit Intérieur Brut (PIB). Par ailleurs, la principale cause du changement climatique est l'augmentation du volume des Gaz à Effet de Serre (GES)[1] dans l'atmosphère. Or, comme le montre le graphique ci-dessous, cette augmentation du CO_2 est intimement liée à la croissance du PIB.

Graphique 3
Emissions de CO2 et PIB mondial



PIB : Angus Maddison, *The world economy: Historical statistics*, OCDE, 2003, ; Banque mondiale, *World development indicators*.
CO2 : CDIAC (Carbon Dioxide Information Analysis Center) ; Earth Policy Institute.

Graphique montrant le parallèle entre émissions de CO_2 et PIB mondial
(basé sur des données de l'OCDE et de la Banque Mondiale)

Une étude scientifique de 2009[2], sur l'empreinte carbone des nations montre entre autre que la quantité de GES émis par habitant dans la plupart des régions du monde est corrélée au PIB par habitant.

1 **GES** : ils sont au nombre de sept, dont le dioxyde de carbone (CO_2) est le plus connu car le plus présent en quantité.
2 **Etude Hertwich & Peters** : http://pubs.acs.org/doi/full/10.1021/es803496a

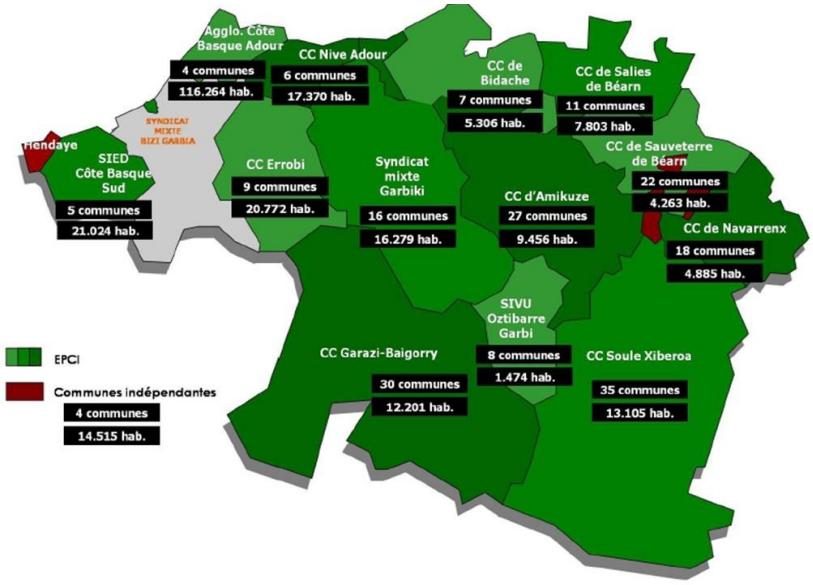
Les habitants du Pays Basque Nord génèrent en moyenne 375 Kg de déchets par personne et par an dont 297 Kg d'ordures ménagères résiduelles (OMR) [3] (représentant 80% du total) et 78 Kg de verre, journaux, papiers, magasines, emballages, sans compter les autres déchets déposés dans les déchetteries pour 212 Kg par personne. *(Source : Bil Ta Garbi[4], données 2012)*
Le présent document constitue la synthèse des nombreuses analyses internes pour présenter la position de l'association Bizi!, d'une part sur la problématique du traitement des déchets ménagers de façon générale, et, d'autre part, sur la politique mise en oeuvre par le Syndicat Bil Ta Garbi (BTG) sur la zone géographique du Pays Basque Nord.

Après un rappel de l'historique récent du contexte du traitement des déchets sur ce territoire et du rôle des différents acteurs publics, est présenté succinctement le projet baptisé «*Canopia*». Sont ensuite évoquées l'expérience Zero Zabor (Zéro Déchet) menée au Pays Basque Sud ainsi que les autres alternatives possibles à la voie actuellement suivie par BTG.

I / L'état des lieux :

A/ Obligations légales et acteurs locaux :

Depuis 1975, les communes ont l'obligation de collecter et de traiter les déchets ménagers. Elles se sont donc regroupées en EPCI[5] (Communauté d'Agglomération, Communautés de communes, Syndicats) pour la collecte et le traitement des déchets ménagers.
La loi du 13 juillet 1992 indique notamment qu'à compter du 1er juillet 2002, l'enfouissement est réservé uniquement aux déchets ultimes[6].
Les collectivités se retrouvent dans l'obligation de valoriser leurs déchets avant enfouissement.
Les collectivités du Pays Basque (exceptées celles représentées dans le Syndicat Bizi Garbia) et trois cantons béarnais, ont mené une réflexion qui a conduit à la création du Syndicat Mixte Bil Ta Garbi (BTG), en 2002, en lui transférant la compétence du traitement.
Ainsi, les EPCI gardent la compétence de la collecte des déchets et le Syndicat BTG a pour rôle de mettre en place une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés[7] sur la majeure partie ouest des Pyrénées Atlantiques.



Source :
www.biltagarbi.fr

B/ Historique et nouvelle situation :

3 **Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) :** déchets issus des ménages, non valorisables.
4 **Syndicat Bil Ta Garbi**, voir page suivante
5 **EPCI :** Établissement Public de Coopération Intercommunale
6 **Déchet ultime :** déchet qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment.
7 **Déchets ménagers et assimilés :** ceux produits par les ménages y compris les déchets dits "*occasionnels*" tels que les encombrants, les déchets verts et les déchets de bricolage.

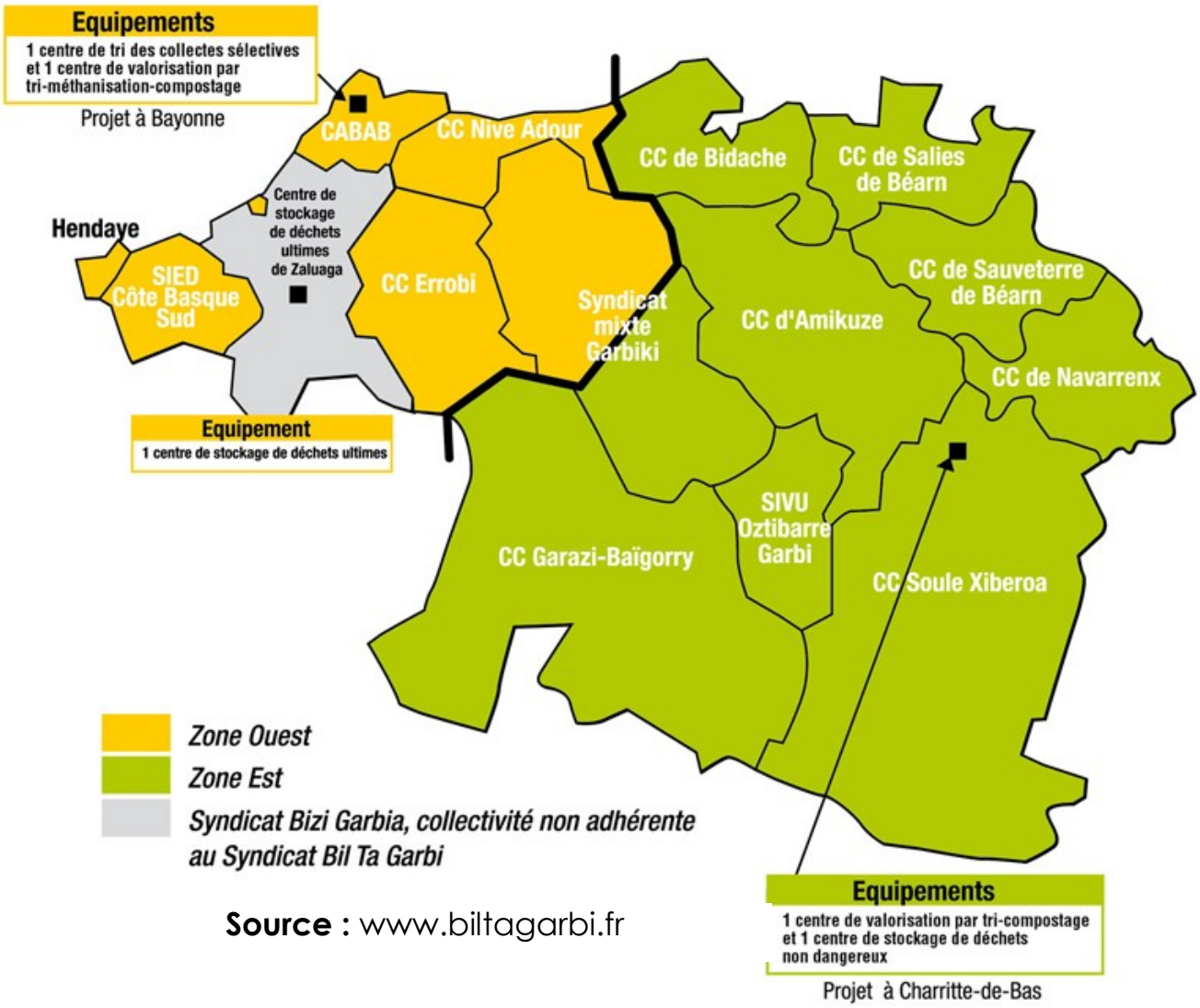
Avec la fermeture de l'usine d'incinération de Bacheforès, le Syndicat BTG a fait le choix de l'enfouissement.

Pour mémoire cette usine ouverte en 1990 sur le site de Bacheforès fut à l'époque promue comme l'une des plus performantes d'Europe. Elle fut fermée en 2005 pour non respect des normes environnementales (traitements des fumées et lixiviats ou *«jus de déchets»* coulant directement dans l'Adour, ce qui est toujours le cas aujourd'hui, la station d'épuration prévue et obligatoire n'ayant toujours pas vu le jour) et nuisances pour la population avoisinante (dont les taux de cancer sont anormalement supérieur à la moyenne nationale). Cette merveille technologique ne coûta que quelques millions aux citoyens.

Jusqu'en 2014, 60% des OMR ont été enfouis sur un site de stockage des déchets en Gironde. Cela représente environ 55 000 tonnes / an de déchets (dont 80% issus de l'Agglomération) et a mis plusieurs dizaines de camions supplémentaires sur la route chaque semaine.

Les 40% restants sont enfouis sur le site de St-Pée sur Nivelle, gérée par le syndicat Bizi Garbia.

C/ Choix de Bil Ta Garbi :



Source : www.biltagarbi.fr

Après étude de plusieurs scenarii allant de l'incinération à la valorisation biologique avec collecte séparée des biodéchets en passant par le Tri Mécano-Biologique (TMB), BTG a fait le choix de ce dernier procédé avec deux pôles de « valorisation » des déchets mis en service en 2014 :

Canopia: Pôle de Bayonne, avec une « valorisation » biologique par méthanisation[8] (ainsi qu'un centre de tri des emballages et des journaux, revues, magazines -JRM).

Mendixka: pôle de Charitte-de-Bas, avec un site de stockage des déchets.

Conformément au principe de proximité et de responsabilité, le pôle de la zone ouest est installé sur l'agglomération, la Communauté d'Agglomération du BAB produisant 44% des déchets ménagers. A l'issue d'une analyse multicritères portant sur 5 sites (4 à Bayonne, 1 à Anglet ...), le site de BATZ a été retenu à l'unanimité par les élus du Syndicat

II / Centre de Tri Mécano-Biologique de Batz :

Au Nord de Bayonne, sur le site de Batz, l'entreprise Urbaser a ainsi construit en 2013 un centre de traitement de 70% des déchets ménagers du Pays Basque Nord. Cette usine comprend plusieurs pôles d'activités dont le TMB des déchets ménagers issus des sacs noirs, le tri et le transfert des produits recyclables et des encombrants.

A/ Un procédé industriel :

Depuis 2014 donc, pas de changement, ni pour les communes ni pour les usagers : ces derniers remplissent de la même façon que précédemment leurs poubelles noires et les déposent sur les trottoirs ou dans les containers, les camions de ramassage passent les prendre pour les déposer dans ce centre où elles sont déversées, mélangées, pré-fermentées et triées afin de séparer les matières fermentescibles[9], des matières recyclables[10] et des déchets ultimes.

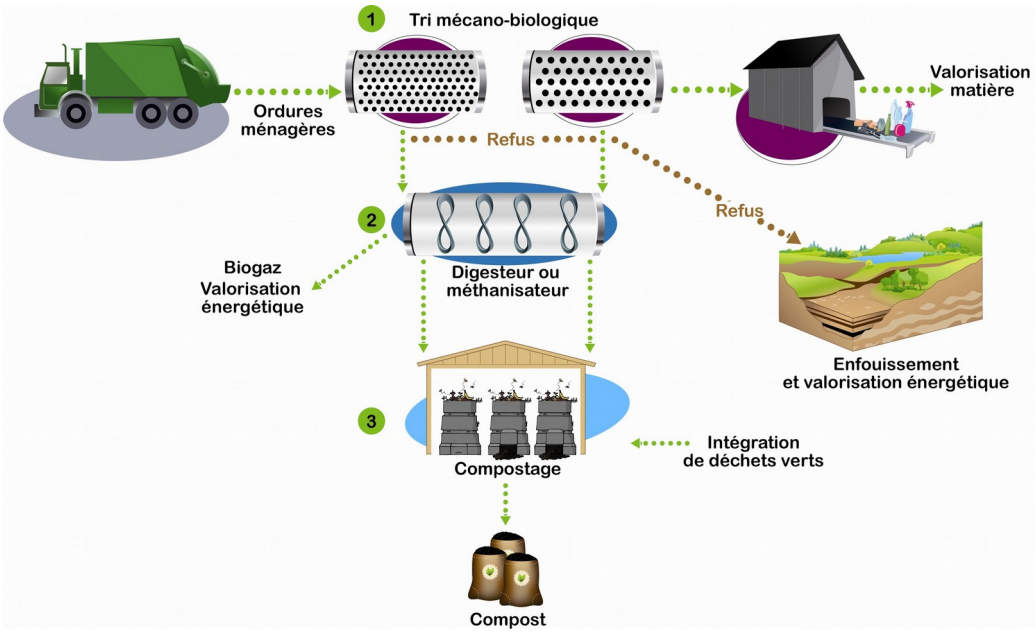


Schéma simplifié du procédé de Tri-Mécano-Biologique

Ces matières organiques partiellement souillées par des produits chimiques (piles,

8 **Méthanisation:** processus de fermentation en milieu anaérobie (sans oxygène) qui aboutit à la production de biogaz, riche en méthane valorisable en énergies et en produit stabilisé qui sera transformé en compost.

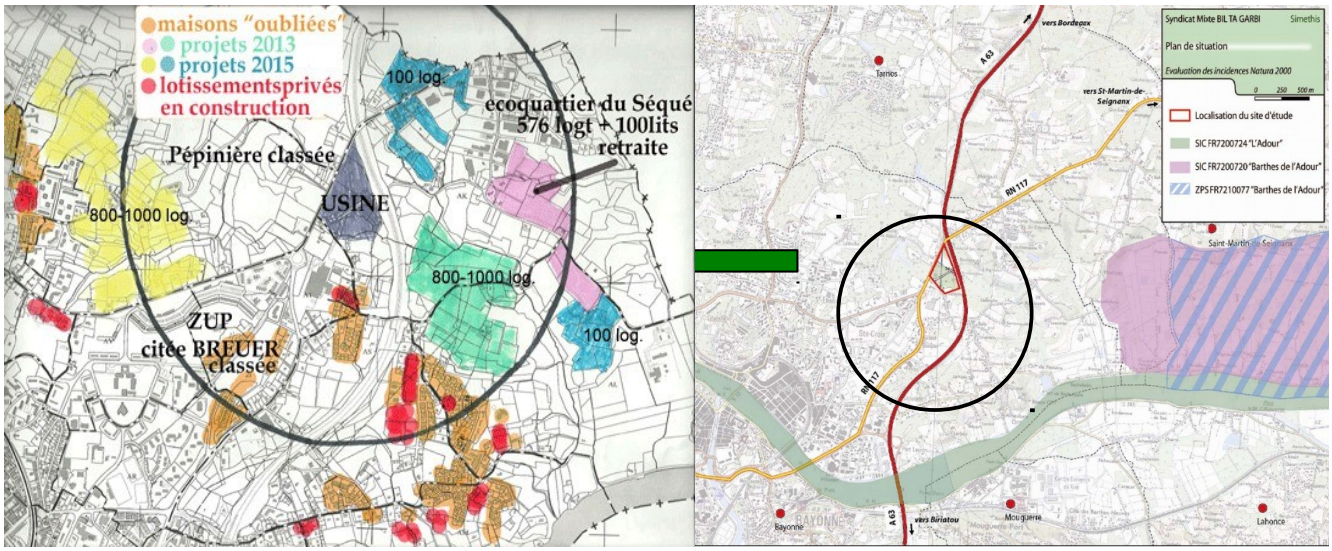
9 **Matière fermentescible** : matière organique biodégradable susceptible d'être traité par compostage ou méthanisation : déchets verts, rebus de cuisine ou du potager...

10 **Matière recyclable :** matière pouvant être réintroduite dans le cycle de production d'un produit : papier, carton, verre, certains plastiques, métaux... ***Ex :*** Fabrication de bouteilles neuves avec le verre de bouteilles jetées puis récupérées.

médicaments, produits ménagers...) contenus malheureusement encore dans certaines poubelles sont par la suite méthanisées pour produire à la fois du gaz et du «*compost*». De part ce procédé, le risque encouru est l'obtention d'un dit «*compost*» n'atteignant pas la norme NFU 44 051 (norme française validant son utilisation en agriculture qui devrait probablement se renforcer au niveau de la réglementation européenne prochainement). S'il ne l'atteint pas, il devra être enfoui[11]. Les lobbies s'agitent au niveau européen pour ne pas voir apparaître une norme qui déclasserait leur « *compost* », au mépris de la pollution de l'environnement et de la santé. Au demeurant, on peut constater que de plus en plus de chambres d'agriculture rejettent l'usage du dit « *compost* ».

B/ Une population menacée et un écosystème en danger :

L'emplacement prévu pour la construction de ce centre est une zone d'habitations à forte densité. Pour les habitants proches, l'implantation de ce centre présente des risques de nuisances olfactives, comme cela a été constaté à proximité du centre Amétyst, de conception proche, de l'agglomération montpelliéraine lors d'une visite de la Cour des Comptes. Dans ce même centre un incendie s'était déclaré en septembre 2010 et de nombreux accidents de travail ont eu lieu[12]



Implantation géographique du futur centre de traitement de déchets[13]

De plus, la construction puis l'exploitation du centre industriel sur la commune de Bayonne, localisé sur une ligne de crête à moins de 2 km de deux sites classés Natura 2000[14], incluant un bois classé risque a déjà des répercutions non négligeables sur tous les écosystèmes du secteur.

C/ Une entreprise pas si fiable :

La société Urbaser a été chargée de la construction, de la mise en service et de l'exploitation de cette usine. Elle s'est vu rompre son contrat avec le syndicat Sytrad pour des sites drômardéchois, à cause des surcoûts financiers de l'ordre de 25%, des retards accumulés et des performances non atteintes par les installations[15].

D / Bilan économique, social et environnemental imprévisible :

Dans ces conditions, les impacts économiques, sociaux et environnementaux du futur Centre

11 **ADEME,** avis sur le traitement mécano-biologique des ordures ménagères, mai 2010

12 **Le cas Ametyst cité par la Cour des comptes, 14/09/2011:** www.midilibre.fr/2011/09/14/le-cas-ametyst-cite-par-la-cour-des-comptes,387729.php

13 **Adech :** www.adech.fr

14 **Ortzadar n°139, juillet/août 2010** et www.biltagarbi.fr/actions/DossierNatura2000.pdf

15 www.ledauphine.com/drome/2011/04/28/bras-de-fer-entre-le-sytrad-et-le-groupement-valorga-urbaser : *le cahier des charges n'est pas respecté au niveau de la performance du site (quantité des déchets traités et qualité du traitement)*

de Traitement des Déchets «*Canopia*» sont imprévisibles et probablement loin de ceux annoncés.
Le procédé TMB est une solution industrielle centralisée (une seule usine pour 70% des déchets du Pays basque Nord), il est peu responsabilisant (pas de tri supplémentaire pour les usagers), et se rapproche plus de l'esprit «*croissance verte*». Cette solution fera certainement fructifier la société Urbaser, mais ne permettra pas aux citoyens de la zone concernée et aux salariés de vivre et travailler sereinement et sainement.
Enfin, elle présente un risque pour l'écosystème environnant et les zones d'épandages du dit «*compost*».

E / Un coût financier colossal : de l'ordre de 100 millions d'euros !

Le montage financier des diverses installations technologiques, plate-formes de tri et bureaux de Bayonne et Charrite-de-bas est constitué de 78 millions de prêts bancaires, 18 millions de subventions et 4 millions d'autofinancement. A ces 100 millions d'euros, il faut ajouter les 50 millions d'euros d'intérêt des différents prêt à 4,5 % en moyenne sur 25 ans.[16]
Sans qu'il soit aisé d'obtenir un chiffrage précis de ces éléments, le coût des deux usines de TMB, solution technologique au coeur de la nouvelle stratégie peut être estimé au deux tiers du total, soit un montant autour de 100 millions d'euros.

Plutôt qu'une solution qui aurait développé l'emploi local dans la durée et qui aurait été respectueuse de l'environnement, une poignée d'élus locaux ont eu les mains libres pour nous embarquer dans un projet pharaonique alors que des solutions vertueuses toutes simples existent, et à deux pas du pays basque nord qui plus est.

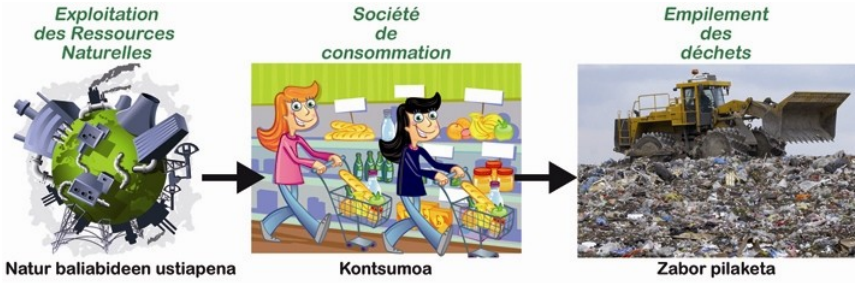
Aussi, Bizi! a souhaité évaluer ces solutions alternatives dont la solution «*Zéro déchets*» mise en œuvre en Pays Basque Sud.

16 www.sudouest.fr/2013/09/21/un-pret-de-50-millions-1175140-4018.php

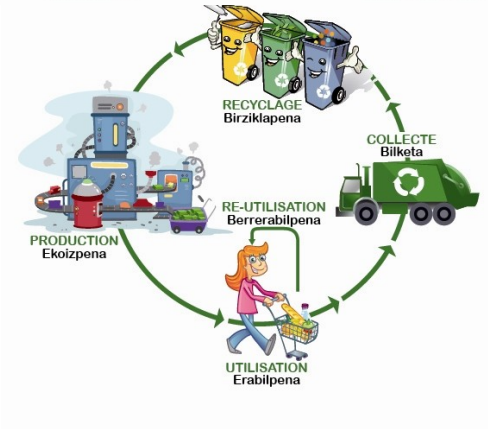
III / Un autre modèle est pourtant possible :

La gestion de nos déchets est un enjeu majeur tant au regard de la nécessaire préservation des ressources en matières premières, que de l'impact environnemental et sanitaire de cette gestion. Il est clair pour Bizi! que le règlement durable de la question des déchets passera par la transformation sociale et écologique souhaitée et nécessaire de nos sociétés.

A/ Aller du modèle «*linéaire*» au «*circulaire*» :
Ainsi, pour régler la question des déchets notre société doit passer :



- d'un ***modèle linéaire et non durable de gestion des déchets*** : exploiter la planète sans limite, pousser à la sur-consommation, entasser les déchets dans des centres d'enfouissement…



- à ***un modèle circulaire ou en circuit fermé*** (ne produire que des biens re-utilisables ou recyclables, trier les déchets, assurer leur ré-utilisation et recyclage/compostage, et, comme il y a toujours des pertes, diminuer la production globale de biens matériels, combattre radicalement le sur-emballage ainsi que l'obsolescence programmée des objets, etc.)
-

B/ Zero Zabor (Zéro Déchet), le modèle à suivre :
La visite des communes voisines du Gipuzkoa en Pays Basque Sud a montré que la philosophie du Zero Zabor (l'application de la formule "*en circuit fermé*") est la démarche la plus ambitieuse vers une ***société responsabilisante, pédagogique, écologique, ne misant pas sur les grandes infrastructures mais sur la participation citoyenne et décentralisée, créatrice d'emplois locaux et qualifiés…***

Ces communes ont fait le choix de la valorisation biologique avec collecte séparée des biodéchets (scénario étudié mais non retenu par Bil Ta Garbi). Elles mettent en pratique et assurent le bon déroulement du tri des fermentescibles (40% des déchets ménagers), de leur ramassage et de leur valorisation par compostage. Voir la vidéo «*Visite Guidée*» sur www.bizimugi.eu/?p=4441 pour avoir les détails concernant :

- ***la démarche :*** campagne de sensibilisation des citoyens par quartier, les habitants sortent tous les jours un type de déchet (via des poubelles/supports identifiés par codes barres), là où un seul éboueur ramassait tout en vrac via un camion, des éboueurs plus qualifiés et motivés jouent le rôle de contrôleurs/conseils et intermédiaires entre les citoyens et l'administration, etc.
- ***et les résultats obtenus :*** + de 80% de recyclage/réutilisation des déchets ménagers pour un budget communal à peine plus élevé (moins de coût liés aux tonnes de déchets enfouies ou brûlées, et plus de revenus liés au recyclage, le tout via un investissement dans l'humain (promotion d'emplois locaux, qualifiés et revalorisés).

C/ La pratique à mettre en place en Pays Basque:

Bizi! souhaite trouver un moyen d'aller plus loin, de façon concrète et immédiate dans le domaine de la gestion des déchets.

Voici deux domaines dans lesquels plusieurs actions pourraient être menées à l'avenir par Bizi! en partenariat avec les acteurs du domaine (qu'ils soient institutionnels ou associatifs) :

1/ Dans le domaine de la collecte :

Avec les élus locaux en charge de la question des déchets dans les communes, intercommunalités ou syndicats concernés… et tous les citoyens et associations le souhaitant :

- ***Sensibilisation des élus locaux… et de façon générale la société civile du Pays Basque*** : mise en place d'un kit de formation sur la question des déchets incluant la participation en tant que conseils d'acteurs de Zero Zabor, d'Usurbil, d'Hernani et de Gipuzkoa Zero Zabor. Les diaporamas de présentation de ces communes ainsi que la vidéo "*Visite Guidée de Bizi!*"de Bizi ! seront mises en avant via le site www.bizimugi.eu pendant cette campagne de formation.
- ***Appel à candidature et mise en valeur d'une commune «pilote » du Pays Basque Nord durant sa transition vers le Zéro Déchet :*** un pays misant sur une production de qualité se doit d'appliquer cette démarche de valorisation au domaine des déchets. La gestion avant-gardiste des déchets c'est aussi un moyen de se démarquer, de se faire remarquer et donc de renforcer, cultiver et diversifier la notoriété communale. Ainsi, la commune montrera ainsi son grand sens de «*responsabilité face aux générations futures*».
- ***Faire reconnaître et valoriser les comportements éco-citoyens :*** étudier avec les collectivités concernées la faisabilité administrative de baisser la taxe ordures ménagères (mise en place d'une redevance incitative pour les familles pratiquant le compostage individuel ou collectif).

2/ Dans le domaine du traitement… en partenariat avec Bil Ta Garbi :

- ***Renforcer/relayer les campagnes de sensibilisation sur le compostage :***
  - proposer/diffuser des méthodes pour mettre en place des composteurs collectifs pour les résidences (immeubles, etc.) et pour les citoyens qui le souhaitent.
  - proposer des formules encore peu ou pas expérimentées : intervention de maîtres composteurs, broyeurs en prêts pour les foyers possédant des jardins, lombricomposteurs pour appartements,...
  - assurer/suivre la qualité de la collecte des déchets organiques en veillant à la cohérence des budgets alloués **:** en effet, la méthanisation et tout projet visant à transformer les fermentescibles en compost utilisable dans l'agriculture ne peuvent s'exempter d'un tri poussé et de qualité à l'origine. Il en va de la crédibilité de tout choix prétendant s'inscrire dans le modèle «*en circuit fermé*» de la gestion des déchets dont le processus TMB ne fait pas partie.
- ***Etudier et mettre en place des clés de lecture permettant périodiquement de suivre l'évolution du taux de recyclage au Pays Basque Nord :*** cela permettra de **mettre la question des déchets au centre des débats publics.** A titre d'exemple, voici des questions auxquelles il faudra apporter à date fixe des réponses : *« Quantité, nature, et taux de recyclage des déchets en Iparralde aujourd'hui ? Que se passe-t-il avec les non recyclables ? Quelles sont les projections à venir durant les prochaines années ? Que fait ma commune dans ce domaine ? Combien/comment/pourquoi paie-t-on pour la Taxe Ordures Ménagères... quelles sont les conséquences ?* »

Conclusion

La dénonciation du productivisme, de la société de consommation, de nos systèmes économiques basés sur «*la croissance à tout prix*» est au cœur de l'action de Bizi!. Il est en effet chaque jour plus évident que c'est toute l'organisation de nos sociétés – on parle ici des pays de l'OCDE et des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – qui est la principale cause de la raréfaction de toutes les matières premières, de la pollution généralisée de notre environnement et du basculement climatique en cours. Ces trois énormes risques ont un impact négatif bien réel aujourd'hui sur l'environnement et l'avenir de l'humanité, impact qui va s'accentuer irrémédiablement dans les années à venir si un changement radical de cap n'est pas entrepris.

Sur la thématique des déchets, Bizi! regrette le choix du procédé de TMB fait par Bil Ta Garbi, choix qui s'inscrit dans la continuité historique des solutions industrielles, centralisées et déresponsabilisantes. Pourtant, des mesures aussi louables que prometteuses comme celle de la mise en place des postes d'ambassadeurs/drices du tri laissaient entendre que les pas suivant allaient continuer vers un changement de cap nécessaire.

De façon générale, Bizi! ne peut que recommander aux décideurs politiques locaux renouvelés en 2014 de s'imprégner de la démarche Zero Zabor (Zéro Déchet) : sensibilisation des individus à ce qu'ils consomment et rejettent, tri appuyé à la source, réemploi, réutilisation, recyclage, relocalisation et revalorisation des emplois.

L'économie circulaire[17], extension du « modèle circulaire » évoqué dans ce document, même si elle ne fait pas le deuil du productivisme, porte quelques pistes dont nos décideurs locaux pourraient s'inspirer. La valorisation « réelle » est souvent différente de celle communiquée par les organismes en charge de la problématique des déchets. La valorisation est en effet le processus qui permet de minimiser les pertes de matière première, d'énergie et la pollution engendrée. A titre d'exemple, la valorisation des bouteilles de verre se réalise par la mise en place de consignes et non pas par les points d'apport volontaire où les bouteilles sont cassées puis refondues par la suite. De façon analogue, un compost pollué par un procédé industriel utopique et non fonctionnel n'est pas de la valorisation.

Les solutions alternatives préconisées par Bizi ! et d'autres associations (voir aussi la démarche « Zero Waste Europe » par exemple[18]), outre de constituer celles qui sont les plus intéressantes socialement, les plus respectueuses et pérennes écologiquement sont celles qui correspondent à une réelle valorisation.

17 www.institut-economie-circulaire.fr
18 www.zerowasteeurope.eu